

ACTION URGENTE

UN JOURNAL MENACE POUR AVOIR PUBLIE DES INFORMATIONS SUR DES ENLEVEMENTS
Les membres du personnel du journal russe *Novaya Gazeta* et des journalistes les soutenant ont été menacés à la suite de la publication par ce journal d'informations concernant l'enlèvement d'hommes gays et les tortures qui leur ont été infligées en Tchétchénie.

Le 1er avril, *Novaya Gazeta* a indiqué que plus d'une centaine d'hommes perçus comme étant gays avaient été récemment enlevés dans le cadre d'une campagne coordonnée. Les hauts responsables tchétchènes ont réagi en niant ces informations ou avec des menaces à peine voilées. Le 3 avril, 15 000 personnes incluant des aînés tchétchènes, des leaders d'opinion et des théologiens musulmans ont participé à un rassemblement dans la mosquée du centre de Grozny, la capitale tchétchène. Lors de ce rassemblement, Adam Shakhidov, un conseiller du dirigeant du pays, a publiquement accusé le journal d'avoir menti et a déclaré au sujet des membres de son personnel : « [Ce sont] des ennemis de notre foi et de notre patrie. » Une résolution a été adoptée lors du rassemblement, disant, entre autres choses : « Puisque les fondations séculaires de la société tchétchène ont été insultées, de même que la dignité des hommes tchétchènes et notre foi, nous promettons que les véritables instigateurs [de ceci] subiront des mesures de rétorsion, quels qu'ils soient, où qu'ils se trouvent et peu importe le temps que cela prendra ». Un enregistrement du discours d'Adam Shakhidov et du rassemblement a été largement diffusé à la télévision publique nationale et sur les réseaux sociaux. À la suite de ces menaces visant *Novaya Gazeta*, la radio indépendante *Ekho Moskvy*, qui a exprimé son soutien au personnel menacé, a elle aussi été menacée par le mufti de Tchétchénie, Salakh Mejiyev.

Les appels à des représailles lancés par le passé en Tchétchénie par des personnes influentes ont de nombreuses fois été suivis par des attaques visant les personnes mises en cause, et même par des homicides. Ceux qui ont lancé les menaces sont restés impunis, et les homicides et autres violences n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes exhaustives et efficaces. Figurent au nombre des victimes de telles attaques la journaliste de *Novaya Gazeta* Anna Politkovskaya, connue pour ses reportages sur la Tchétchénie, qui a été assassinée en 2006, ainsi que la défenseure des droits humains Natalia Estemirova, qui avait souvent travaillé pour *Novaya Gazeta* et qui a été assassinée en 2009.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en russe ou dans votre propre langue :

- Demandez aux autorités russes de prendre les mesures nécessaires face aux menaces visant le personnel de *Novaya Gazeta* et de *Ekho Moskvy*, et de veiller à ce que des enquêtes efficaces et impartiales soient menées dans les meilleurs délais sur ces menaces, au titre des dispositions de l'article 144 du Code pénal de la Fédération de Russie relatives à « l'entrave aux activités professionnelles légitimes des journalistes » ;
- demandez-leur de condamner toutes les menaces et violences visant des journalistes et de s'engager à ce que les responsables répondent de leurs actes ;
- rappelez-leur que, la Russie étant partie à la Convention européenne des droits de l'homme, les autorités russes sont tenues de garantir la liberté d'expression et de protéger les journalistes face aux menaces et autres attaques.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 MAI 2017 À :

responsable du Comité d'enquête :

Aleksandr Ivanovich Bastrykin
 Investigation Committee of the Russian Federation
 Tekhnicheskii pereulok, dom 2
 105005 Moscow, Fédération de Russie
 Fax : +7 495 966 97 76
 Requêtes en ligne (en russe uniquement) :

http://sledcom.ru/references/Organizaciya_priema_grazhdan#reception

Formule d'appel : Dear Chairman, /
 Monsieur,

Procureur général

Yuriy Yakovlevich Chaika
 Prosecutor General's Office
 ul. B. Dmitrovka, d.15a
 125993 Moscow GSP- 3
 Fédération de Russie
 Fax : +7 495 987 58 41/ +7 495 692 17 25
 Requêtes en ligne (en russe uniquement) :
<http://ipriem.genproc.gov.ru/contacts/ipriem/send/>

Formule d'appel : Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,

Copies à :

Médiatrice des droits humains de la Fédération de Russie
 Tatiana Nikolaevna Mosalkova
 ul. Miasnitskaia, 47
 107084 Moscow
 Fédération de Russie
 Fax : +7 495 607 7470 / +7 495 607 3977 (pour vérifier si le fax a été reçu : +7 495 607 1854)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 80/17. Pour plus d'informations :

www.amnesty.org/fr/documents/eur46/6023/2017/fr <http://www.amnesty.org/en/documents/eur46/6023/2017/en/>

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN JOURNAL MENACE POUR AVOIR PUBLIE DES INFORMATIONS SUR DES ENLEVEMENTS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 1er avril, le journal russe indépendant *Novaya Gazeta* a indiqué que plus d'une centaine d'hommes perçus comme étant gays avaient été récemment enlevés dans le cadre d'une campagne coordonnée. Selon des sources confidentielles dignes de foi, les hommes enlevés ont été soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements, et été forcés de dénoncer les autres personnes LGBTI qu'ils connaissaient. *Novaya Gazeta* a été en mesure de confirmer qu'au moins trois hommes ont été tués par leurs ravisseurs, mais ses sources affirment que de nombreux autres homicides ont été commis, y compris par des membres des familles à qui certains de ces hommes ont été rendus. Le 4 avril, *Novaya Gazeta* a publié plusieurs témoignages révélant des informations sur des lieux de détention secrets en Tchétchénie où les hommes gays qui ont été enlevés sont retenus et torturés. (Pour en savoir plus, consultez la page <https://www.amnesty.org/fr/get-involved/take-action/chechnya-stop-abducting-and-killing-gay-men/>)

Les journalistes et défenseurs des droits humains qui ont signalé des violations des droits humains en Tchétchénie ont de nombreuses fois fait l'objet de menaces et de violences physiques. Il est rare que des enquêtes soient menées sur de tels actes. Le 9 mars 2016, deux membres de l'organisation de défense des droits humains Groupe mobile conjoint (JMG), ainsi que leur chauffeur et six journalistes travaillant pour des médias russes, norvégiens et suédois, ont été attaqués par un groupe d'hommes masqués soupçonnés d'être des responsables locaux de l'application des lois, alors qu'ils circulaient entre l'Ossétie du Nord et la Tchétchénie. Deux heures plus tard, les locaux du JMG en Ingouchie ont été saccagés par une foule et, le 16 mars 2016, le responsable de cette organisation, Igor Kaliapine, a été prié par le directeur d'un hôtel de la capitale tchéchène, Grozny, de quitter les lieux car il « n'aimait pas » le dirigeant tchéchène Ramzan Kadyrov. Igor Kaliapine a ensuite été pris à partie par une foule en colère. Il a reçu des coups de poing et a été la cible de jets d'œufs, de gâteaux, de farine et de produit désinfectant. Aucun de ces faits n'a fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme. (Voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur46/3643/2016/fr/> et <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur46/1802/2015/fr/>).

Le 5 septembre 2016, Jalaoudi Guériev, un collaborateur de *Caucasian Knot* (site d'informations reconnu dédié à la région du Caucase) connu pour critiquer les dirigeants tchéchènes, a été condamné à trois ans d'emprisonnement par le tribunal du district de Chali, en Tchétchénie, pour avoir soi-disant détenu 167 grammes de cannabis. Lors de son procès, il est revenu sur ses « aveux » relatifs à l'accusation de détention de drogue, en indiquant que trois hommes en civil l'avaient enlevé le 16 avril, forcé à monter dans une voiture et conduit dans une forêt près de Grozny, où il avait été torturé avant d'être remis à des responsables de l'application des lois qui l'avaient contraint à « avouer ».

Le 6 janvier 2017, Magomed Daudov, président du Parlement tchéchène et l'un des plus puissants hauts responsables tchéchènes, a utilisé son compte Instagram pour menacer Grigori Chvedov, le rédacteur en chef de *Caucasian Knot*. Aucune enquête digne de ce nom n'a été menée sur ces agissements. Voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur46/5442/2017/fr/>. Selon le Comité pour la protection des journalistes, 56 journalistes ont été tués en Russie depuis 1992.

Noms : Novaya Gazeta, Ekho Moskv
Hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 80/17, EUR 46/6075/2017, 18 avril 2017